



Le capitalisme cognitif

Un nouveau système historique d'accumulation

Patrick Dieuaide, Bernard Paulré et Carlo Vercellone

MATISSE - I.S.Y.S.

UMR Université Paris 1 - C.N.R.S.

Sur une période longue, on ne peut ignorer les changements du capitalisme. Or, pour mettre en perspective longue les transformations que nous observons, nous n'avons guère le choix qu'entre deux points de vue. D'une part celui qui consiste à évaluer ces transformations à l'aune de l'ordre passé, ce qui revient à identifier les facteurs de crise et à observer l'ordre qui se défait. D'autre part celui qui consiste à imaginer ou tenter de percevoir où nous mènent les transformations en cours et, pour cela, à faire éventuellement une hypothèse audacieuse sur l'ordre qui vient et qui se construit.

Cet essai a pour ambition de suggérer les contours et certaines des origines d'une forme nouvelle de capitalisme que nous baptisons de capitalisme cognitif.

Pourquoi, pour comprendre les évolutions en cours, serait-il utile, sinon nécessaire de prendre en compte la mutation du capitalisme ? Pour quelle(s) raison(s) est-ce du côté de la valorisation de la connaissance que l'on peut prétendre trouver le sens de la forme nouvelle de capitalisme en cours d'émergence ?

Nous voulons plaider une thèse que nous pouvons introduire, à très grand traits, de la façon suivante:

(i) la crise apparue dans les années soixante-dix est à l'origine de transformations importantes dans lesquelles l'innovation et l'exploitation de la connaissance semblent occuper une place centrale. Cette interprétation ne nous est pas propre puisque, notamment, un grand nombre de travaux de l'OCDE ont été consacrés, depuis les années quatre-vingt, à l'évolution de la place de la technologie dans la croissance et, finalement, à la qualification des sociétés contemporaines comme *knowledge-based*¹.

(ii) Or, à partir du moment où l'accumulation de la connaissance est privilégiée, un certain nombre de conséquences en découlent ne serait-ce que du fait de ses propriétés spécifiques bien connues, notamment, depuis l'article d'Arrow de 1962. Nous reconnaissons comme pertinentes et fondées ces caractéristiques de l'information et de la connaissance que la plupart des économistes s'intéressant à la technologie ont adoptées comme point de départ de leur recherche. Mais il nous est apparu, et c'est à partir de là que notre approche diverge par rapport à celle de travaux centrés sur l'économie de la connaissance, que ses conséquences et ses implications n'ont pas été assez analysées. Ces travaux s'inscrivent en effet pour la plupart dans le contexte sub-disciplinaire de l'économie de l'innovation et de la technologie et, le plus souvent, dans un cadre d'analyse micro ou méso économique². Or il faut aussi en tirer les conséquences au niveau macro-économique et dans une perspective

¹ L'existence et l'importance de ces travaux, fondés sur un grand nombre de statistiques et d'analyses empiriques, nous épargnent donc d'avoir à démontrer par nous même la place centrale de la connaissance dans les sociétés contemporaines. Nous y renvoyons le lecteur.

² "le plus souvent": nous n'ignorons pas évidemment l'existence des travaux sur les systèmes nationaux d'innovation.

historique. Et il convient, à ce niveau, de faire le lien avec les analyses économiques de l'éducation, avec celles des nouvelles consommations et, plus globalement, avec les conditions dans lesquelles se réalise l'accumulation. Bref, il nous semble que les propriétés économiques spécifiques de l'information et de la connaissance, une fois mises en relation avec ces autres dimensions, ont des conséquences et des implications importantes en matière d'organisation, de relation salariale et de division du travail, c'est-à-dire pour les éléments canoniques de ce que nous appelons ci-dessous un système d'accumulation ³.

(iii) Au cours des années 90, à la faveur d'un ensemble de conditions particulières sur lesquelles nous reviendrons, certaines de ces transformations ont atteint un seuil critique, c'est-à-dire la capacité d'infléchir suffisamment le fonctionnement de la société et les performances économiques pour que les éléments ou les principes d'une nouvelle configuration se fassent jour. Suffisamment en tous cas pour que ses contours puissent être esquissés sinon identifiés. C'est à la fin des années 90 qu'apparurent l'hypothèse de l'émergence d'un capitalisme patrimonial (M. Aglietta) et celle d'un capitalisme financiarisé (F. Chesnais). Ces différents événements, empiriques et théoriques, renforcèrent notre conviction que l'hypothèse d'une nouvelle configuration du capitalisme n'était pas totalement hors de propos.

Nous allons définir et présenter la notion de capitalisme cognitif (section 1), avant de rendre compte de ses origines (section 2). Puis nous en soulignerons certains traits spécifiques du point de vue de la division du travail (section 3) et en ce qui concerne la question de la nouvelle relation salariale (section 4).

1 - Définition et nature du capitalisme cognitif

a- orientations méthodologiques

En proposant d'étudier les changements économiques et sociaux contemporains à partir d'une grille de lecture qui place en son centre un type particulier d'accumulation, nous nous engageons assez clairement dans une voie somme toute assez classique de l'économie politique ⁴. Nous partons du principe que les économies se définissent moins par leur équilibre à un instant donné que par leurs déséquilibres. C'est la capacité de mobiliser des ressources en faveur de l'investissement, et la façon dont ces ressources sont prélevées, qui déterminent et manifestent leur capacité à se projeter dans le futur et le type de futur qu'elles projettent. La répartition des ressources et l'organisation du travail (en un sens large) sont à l'origine de conflits qui déterminent le sens dans lequel les déséquilibres sont plus ou moins résorbés ou "gérés".

On ne peut cependant considérer que cette capacité de mobilisation et, surtout, les orientations privilégiées de l'accumulation à l'œuvre en une période donnée, émergent spontanément ou sont données de toute éternité. A partir du moment où nous accordons une attention particulière au contenu même de l'investissement, et aux orientations qu'il révèle, nous ne pouvons nous contenter d'un cadre d'analyse universaliste et neutre (le marché), ou de la référence à quelques grandes lois permanentes (la baisse tendancielle du taux de profit par exemple). C'est pourquoi nous nous situons dans une perspective qui reconnaît la pertinence d'une analyse en terme de périodes, ou de cycles, et qui admet

³ Pour éclairer le propos et la terminologie que nous proposons ci-dessous : le capitalisme industriel est un système d'accumulation ; le capitalisme cognitif en est un autre.

⁴ Nous faisons allusion ici à la thèse classique de l'existence d'un surplus dont une partie, réinvestie, permet la croissance.

l'existence d'une historicité c'est-à-dire la capacité qu'a une société de se mettre en mouvement et de se transformer ⁵.

Cette grande dynamique ne se réalise ni spontanément, ni de façon occulte. Son issue et sa direction sont toujours en débat et en suspens. Elles sont aussi à l'origine de conflits. C'est pourquoi il est nécessaire d'introduire dans l'approche les formes institutionnelles qui constituent le cadre, lui-même évolutif, à partir duquel les orientations sont discutées et mises en œuvre. Ces formes jouent un rôle médiateur entre les différentes forces et les différents niveaux de la réalité sociale, et ont une triple fonction: de contrainte, de légitimation et d'espace de négociation.

Une fois ces bases soulignées, on comprendra que nous avons été amenés à nous tourner vers la théorie de la régulation. Nous trouvons dans ce corpus non seulement un cadre de travail pertinent, mais aussi un acquis méthodologique et théorique utile sinon indispensable. Cependant ce cadre nous a paru comporter une sorte d'angle mort pour ce qui concerne justement les types d'accumulation. C'est pourquoi, avant de définir la notion de capitalisme cognitif, nous allons revenir sur le cadre d'analyse général de la théorie de la régulation.

b - la théorie de la régulation, un cadre d'analyse à compléter

La notion de régime d'accumulation qui exprime la nature d'un "ensemble de régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital" est au cœur de la théorie de la régulation.

Mais un régime d'accumulation s'inscrit dans un cadre ou une catégorie englobante appelée "mode de régulation" lequel est constitué par un "ensemble de procédures et de comportements individuels et collectifs, qui a la triple propriété de (i) reproduire les rapports sociaux fondamentaux..., (ii) soutenir et piloter le régime d'accumulation en vigueur, (iii) assurer la compatibilité dynamique d'une ensemble de décisions décentralisées, sans que soit nécessaire l'intériorisation par les acteurs économiques des principes de l'ajustement du système" (R. Boyer, 1986, p. 54). B. Billaudot baptise "mode de développement" le couple constitué par un régime d'accumulation et le mode de régulation dans lequel il s'inscrit (1996, p. 15).. Le Fordisme constitue une illustration bien connue de la notion de mode de développement.

Dans la terminologie de la Théorie de la régulation, la notion de mode de production est la catégorie de niveau immédiatement supérieur à celle de mode de développement ⁶. Elle désigne "toute forme spécifique des rapports de production et d'échanges, c'est-à-dire des relations sociales régissant la production et la reproduction des conditions matérielles requises pour la vie des hommes en société" (R. Boyer, 1986, p. 43). On peut, sur cette base, caractériser le mode de production capitaliste.

Il est surprenant qu'aucune catégorie ne vienne occuper l'espace compris entre les modes de développement et le mode de production. Depuis longtemps économistes et sociologues ont en effet ressenti le besoin de distinguer des configurations différentes du capitalisme, caractérisées chacune par un "type" de développement ou d'accumulation : capitalisme

⁵ Nous prenons ici le mot historicité dans son sens Tourainien (*Production de la société*). Observons d'ailleurs qu'en mettant en avant la capacité auto-transformatrice d'une société nous ne suggérons absolument pas qu'une planification centrale et ou un système de pilotage géré par le haut sont nécessaires pour la réaliser. Nous serions plutôt du côté d'une approche auto-organisationnelle, c'est-à-dire en faveur d'une approche qui reconnaît les capacités évolutives et transformatrices d'un système sans que ces capacités soient injectées de l'extérieur, soient initialement programmées ou fassent nécessairement l'objet d'une coordination délibérée.

⁶ R. Boyer et Y. Saillard, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, 1995.

commercial, capitalisme industriel, capitalisme financier, par exemple, pour reprendre la terminologie de F. Perroux⁷. Dans le passé les économistes, tout comme les sociologues du XIX^{ème} siècle, adoptaient d'ailleurs un point de vue évolutionniste⁸, chacune des ces configurations étant conçue comme un stade de développement du capitalisme succédant nécessairement à un autre stade⁹. Soulignons d'emblée que notre approche, sur ce point, n'est pas aussi systématique.

L'absence d'une catégorie intermédiaire dans la théorie de la régulation ne doit cependant pas paraître trop étonnante, dans la mesure où les théoriciens de cette école ont privilégié l'étude des transformations des modes de développement, et ont inscrit l'essentiel de leurs analyses dans le cadre d'une configuration particulière : le capitalisme industriel. Or notre analyse des transformations en cours nous a conduit à penser que l'épuisement du Fordisme marque non seulement la fin de ce mode de développement, mais qu'il signale également la fin du capitalisme industriel (cf. ci-dessous). Les phénomènes originaux qui émergent durant cette phase sont suffisamment forts et significatifs pour qu'ils tendent, selon nous, à faire sortir le capitalisme contemporain du mode d'accumulation qui l'a caractérisé pendant plus d'un siècle.

On comprend donc pourquoi nous sommes amenés à souligner, pour la regretter, l'absence de catégorie intermédiaire entre l'étage du mode de développement et celui du mode de production.

Nous proposons d'appeler système d'accumulation l'association d'un mode de production et d'un type d'accumulation. Ainsi le capitalisme industriel peut-il être caractérisé par le fait que la formation du profit repose sur l'organisation du travail dans les manufactures. L'accumulation porte pour l'essentiel sur les machines et sur l'organisation du travail abordée dans ce contexte comme l'organisation de la production et l'affectation des travailleurs à des postes. Il s'agit, de mettre le travail à la disposition du capital.

Le capitalisme cognitif est un autre système d'accumulation dans lequel l'accumulation porte sur la connaissance et sur la créativité, c'est-à-dire sur des formes d'investissement immatériel.

c - définition et traits essentiels du capitalisme cognitif

Nous appelons capitalisme cognitif un système d'accumulation associant un mode de production capitaliste, un régime d'accumulation privilégiant la connaissance et la créativité, et un mode de régulation caractérisé par des rapports sociaux fondamentaux et des comportements tournés vers l'innovation, la nouveauté et le partage des droits y afférent. Ce système implique une transformation majeure du rapport salarial et des formes de la concurrence.

L'hypothèse du capitalisme cognitif se fonde sur l'observation que la connaissance se présente de plus en plus comme l'enjeu clé de la création de valeur et de l'accumulation du capital. Ce système d'accumulation accorde une place particulière à la connaissance, en un sens très général (cf. ci-dessous), à la science et à la technique. Il se signale par le développement des outillages et des outils techniques, mais ne se réduit ni ne se confond avec la période marquée par le décollage des NTIC. Les comportements et les procédures

⁷ F. Perroux, *Le capitalisme*, PUF, 1962, p. 27.

⁸ Cet évolutionnisme n'a rien à voir avec l'évolutionnisme darwinien ou avec les manifestations de ce que nous appelons l'évolutionnisme contemporain en économie.

⁹ Telle est la démarche de F. Perroux (cf. op. cit. page 28) : "la distinction des capitalismes selon leurs domaines n'éclaire pas seulement la succession des capitalismes..." etc.

centrales du mode de régulation du capitalisme cognitif tournent autour de la régulation du changement, de la flexibilité, des rythmes et des contenus de l'innovation, de l'attribution des droits de propriété (question des "nouvelles enclosures").

La captation des gains actuels ou futurs tirés des connaissances et des innovations est l'enjeu central de l'accumulation et joue un rôle déterminant dans la formation des profits. La question des droits de propriété, la dimension spatiale du positionnement (place dans les réseaux), les alliances, la gestion des projets sont des facteurs institutionnels et organisationnels majeurs. Ils jouent un rôle déterminant dans l'exercice individuel ou collectif de la créativité et, plus particulièrement, dans l'investissement dans les formes que prend cet exercice (organisationnelles, institutionnelles ou simplement individuelles). Les stratégies, individuelles ou plus institutionnelles se déterminent à partir de la recherche d'un positionnement spatial, institutionnel et organisationnel adéquat pour accroître la capacité à s'impliquer dans un processus créatif et à en capter les bénéfices (quelle que soit la nature que l'on privilégie : profit, accomplissement de soi, prestige etc.).

d - ce que n'est pas le capitalisme cognitif

L'hypothèse du capitalisme cognitif se distingue d'autres hypothèses formulées sur les manifestations contemporaines du changement technique ou sur la nature du nouveau régime de croissance:

1- on ne peut confondre les caractéristiques économiques, sociales et institutionnelles d'un mode de développement en voie d'émergence avec les nouveaux dispositifs techniques désignés globalement par la notion de TIC (technologies de l'information et de la communication). La dynamique du capitalisme cognitif est à l'origine du développement de ces technologies, en même temps qu'il trouve en elles des supports techniques qui entretiennent sa capacité de transformation. Mais les manifestations de l'accumulation de la connaissance et des développements scientifiques et techniques vont au delà des technologies de l'information qui n'en représentent qu'un aspect.

2- notamment, l'hypothèse du capitalisme cognitif, tout comme la théorie de la régulation en général, écarte toute adhésion à un déterminisme technologique consistant à poser que la société évolue en s'adaptant à des transformations technologiques exogènes,

3- l'hypothèse du capitalisme cognitif se distingue de deux notions qui ont occupé une place importante : l'analyse en terme de société fondée sur la connaissance proposée par l'OCDE d'une part ; la *New economy* d'autre part.

La spécificité de l'hypothèse du capitalisme cognitif tient tout autant au rejet du déterminisme technologique qu'à celui d'une approche réductrice restreignant le domaine de l'économie de la connaissance à celui des activités délibérées de production de savoir. Elle est critique également d'une approche de l'économie de la connaissance qui fait abstraction de l'histoire et de la transformation des rapports sociaux, et qui finit par appréhender le savoir comme un facteur de production indépendant du capital et du travail.

La plupart des approches de l'économie de la connaissance sont en fait caractérisés par une vision a-historique, positiviste et non conflictuelle de la science et de la technologie qui conduit à effacer les contradictions sociales, éthiques et culturelles que le développement de l'économie du savoir engendre.

Aussi l'une des originalités de l'approche en termes de capitalisme cognitif est-elle justement le choix d'une méthode mettant l'accent sur l'historicité des économies et qui cerne la problématique de la connaissance dans sa dimension sociale et collective. Il en résulte une

grille de lecture qui renoue avec le rôle structurant des transformations de la division du travail et qui met l'accent sur les conflits des savoirs et de pouvoirs qui vont de pair avec le développement d'une économie fondée sur la connaissance.

Le concept de capitalisme cognitif n'a rien à voir avec les mythes des théoriciens de la *New Economy*, selon lesquels une révolution technologique exogène, la révolution informationnelle liée aux NTIC, serait venue bouleverser le fonctionnement du capitalisme industriel, en ouvrant la voie à un nouveau mode de développement, post-industriel. Nous avons par ailleurs montré les dimensions utopiques et idéologiques de ces discours, et ce avant même les désillusions liées à l'effondrement du Nasdaq (B. Paulré, 1999 et 2000).

D'autre part, les thèses de la *New economy* ont contribué à diffuser la thèse d'une économie dualiste c'est-à-dire d'une séparation des secteurs en deux catégories : les secteurs *High Tech* d'un côté et les secteurs *Low Tech* (*Old economy*) de l'autre.

Or le concept de capitalisme cognitif désigne une transformation structurelle qui ne peut pas être cernée en isolant un secteur spécialisé dans la production des connaissances ou en considérant l'économie de la connaissance comme une sous discipline s'occupant d'un aspect particulier du fonctionnement de l'économie. Il s'agit d'un processus global qui se manifeste dans l'ensemble des secteurs par l'importance des externalités liées au savoir et ses effets sur l'organisation de la division technique et sociale du travail considérée dans son ensemble. Ainsi Eliasson considère, à la différence de Machlup, " que les tâches de production de et de traitement de la connaissance sont localisées dans toutes les activités économiques, y compris dans les secteurs à faible intensité technologique. En d'autres termes, l'avènement de l'économie fondée sur la connaissance s'exprimerait moins par l'expansion continue d'un secteur spécialisé que par la prolifération d'activités intensives en connaissances dans tous les secteurs de l'économie ”.

Cela explique l'importance, nous soulignons, que l'approche en termes de capitalisme cognitif attribue à l'analyse de la division du travail pour cerner les mutations liées au caractère de plus en plus " collectif de la production de connaissances et de la dynamique de l'innovation " (à la fois au niveau de l'organisation interne des firmes que et surtout avec l'extérieur)

e - capitalisme cognitif et capitalisme financier

L'hypothèse du capitalisme cognitif n'est pas foncièrement incompatible avec d'autres propositions privilégiant l'influence prépondérante des marchés financiers et/ou les changements de gouvernance des entreprises en faveur des actionnaires. Mais alors que l'hypothèse du capitalisme cognitif fait jouer un rôle central à la modification des normes d'accumulation, de production et de consommation, c'est-à-dire à l'orientation générale du progrès technique et de la connaissance dans leurs différentes manifestations, les autres propositions tendent à faire jouer à ceux-ci un rôle secondaire ou dérivé, compte tenu de la place centrale qui serait désormais occupée par le profit par action dans les stratégies des entreprises ¹⁰. L'arbitrage ou le compromis central de la distribution des revenus se serait transformé et, par conséquent, déplacé de la négociation collective vers la gouvernance des entreprises.

En fait, la relation entre innovation, progrès technique et distribution des revenus forme une boucle. Quantitativement, la dynamique de l'accumulation est déterminée en partie par la répartition de la valeur ajoutée qui elle même dépend de la croissance et des gains de

¹⁰ Telle est la vision du capitalisme patrimonial proposée par M. Aglietta.

productivité. Qualitativement, les évolutions de la productivité et du rythme d'innovation sont liées à la croissance et à l'organisation de la production.

Ce qui compte, c'est moins les normes ou les exigences exogènes qui pèsent sur ce système que la nature, le signe et l'intensité des boucles qui le composent. Ainsi, deux paramètres permettent de spécifier la répartition du profit : d'une part le partage dividende/part du profit retenu, et d'autre part le choix (ou le partage) entre une accumulation intensive et une accumulation extensive en un sens large (qui englobe le financement de l'innovation). La thèse du capitalisme cognitif retient l'idée que la boucle profit-innovation-profit tend à devenir dominante. Historiquement, la stagnation des profits, dans un contexte marqué par un certain nombre de contingences (déréglementation par exemple) aurait conduit les entreprises à s'aligner progressivement sur un modèle de croissance tiré par l'innovation ¹¹.

On observera que dans l'analyse du capitalisme patrimonial par exemple, la catégorie et le type d'activités dont il est question sont l'innovation et le progrès technique. Nous restons dans un cadre d'analyse relativement traditionnel que l'on peut spécifier, mathématiquement, à partir d'équations relativement classiques dans le contexte de l'économie du progrès technique et des modèles de croissance. Or la thèse du capitalisme cognitif refuse de réduire le thème de la connaissance et de l'innovation à un investissement en bien d'équipement ou à la création de produits nouveaux. La connaissance et la créativité sont une sorte d'ethos qui traverse la société.

Il n'en reste pas moins qu'il serait excessif d'opposer radicalement le capitalisme cognitif et le capitalisme financier. Nous pouvons suggérer l'hypothèse que le régime d'accumulation à dominante financière théorisé par Chesnais et Serfati n'a été probablement, dans la mesure où il peut être historiquement daté, que le premier régime d'accumulation du capitalisme cognitif. D'autres régimes d'accumulation et mode de régulation sont possibles et la crise structurelle du modèle américain est là pour le démontrer.

2 - Les origines du capitalisme cognitif

Nous avons déjà souligné que la crise de transformation d'où est issu le capitalisme cognitif est loin de pouvoir être expliquée par un déterminisme technologique qui ferait des NTIC le facteur principal du passage à une nouvelle organisation de la division du travail et des rapport sociaux. L'origine du capitalisme cognitif est plus profonde, plus structurelle et plus complexe. Des tendances lourdes se mélangent à des facteurs plus contingents ou de moyenne période. L'essentiel est de comprendre pourquoi, au travers de la crise du fordisme, certains paramètres ou facteurs institutionnels centraux du capitalisme industriel sont remis en cause et d'identifier ces paramètres.

L'argument déterminant de la thèse du capitalisme cognitif est celui de la fin du capitalisme industriel. La crise du fordisme et le post-fordisme ne doivent pas être des "arbres qui cachent la forêt". L'enjeu de l'épuisement du fordisme va, selon nous, au delà de la question de la crise d'un mode de développement. C'est l'aspect de notre thèse qui nous distingue sans doute le plus des thèses alternatives sur le capitalisme financiarisé ou sur le capitalisme patrimonial, ou encore des thèses de l'OCDE sur l'économie de la connaissance.

¹¹ Notre propos se distingue par conséquent de la thèse de M. Aglietta qui fait jouer un rôle premier à l'exigence de rentabilité des actionnaires, laquelle aurait conduit les entreprises à "changer l'orientation du progrès technique" (Chavance, Magnin p. 279).

Nous ne reviendrons pas ici sur l'évolution du taux de profit et ses conséquences sur les revenus et sur l'investissement. Nous en reconnaissons toute l'importance et le caractère central. Il s'agit cependant d'un aspect du problème assez bien abordé dans la littérature. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur intéressé aux travaux pertinents et éclairants, sur ce point, de Duménil et Lévy (2000).

a - capitalisme cognitif et capitalisme industriel

L'un des principes d'analyse qui fondent l'hypothèse du capitalisme cognitif est que l'enjeu de la mutation actuelle ne se trouve pas dans la simple mise en place d'un mode de régulation et d'un régime d'accumulation post-fordistes, poursuivant sur de bases nouvelles la même logique de développement industriel. Les caractéristiques du nouveau modèle d'accumulation en voie d'émergence se définissent en rupture avec certains invariants fondamentaux du capitalisme industriel et ne peuvent donc pas être déduites, quasiment trait par trait, de l'ancien modèle d'âge d'or de la croissance du capitalisme industriel. Cette crise de mutation correspond à l'épuisement de la logique de développement du capitalisme issue de la première révolution industrielle, et à la transition vers une "nouvelle phase du capitalisme".

La genèse du capitalisme cognitif trouve ainsi son point de départ dans la crise du modèle fordiste, un modèle qui sur bien des aspects peut-être considéré comme l'aboutissement de la logique du capitalisme industriel. La crise du modèle fordiste aurait correspondu à l'ouverture d'un niveau supérieur de grande crise par rapport au concept régulationniste de crise de mode de développement. Nous sommes donc face à une problématique de sortie de crise bien plus complexe que celle, qui, depuis la première révolution industrielle, a conduit à la succession puis à la crise de différents mode de développement fondés sur l'articulation d'un mode de régulation et d'un régime d'accumulation spécifiques à la dynamique du capitalisme industriel.

En somme, pour reprendre le titre d'un précédent article, le capitalisme cognitif se présenterait comme la tentative d'une sortie de la crise du capitalisme industriel lui-même.

Dans le cadre de cette grande crise de mutation, les pays capitalistes dits avancés seraient en fait confrontés à une métamorphose majeure des formes sociales d'accumulation et de la division du travail, une métamorphose dont l'importance est comparable à celle qui entre le XVIII et le XIX siècle nous a mené du capitalisme mercantiliste au capitalisme industriel.

b - la crise sociale du rapport salarial fordiste comme origine du capitalisme cognitif

Nous pouvons relever deux phénomènes clés qui sont au cœur de la crise sociale du rapport salarial fordiste : (i) la contestation de l'organisation scientifique du travail et de la norme de l'emploi salarié à plein temps et tout la vie durant ; (ii) le processus de diffusion du savoir engendré par le développement de la scolarisation de masse et la hausse du niveau moyen de formation : il s'agit de ce que nous avons appelé l'émergence d'une intellectualité diffuse. C'est cette nouvelle qualité (intellectuelle) de la force de travail qui a conduit à la montée du travail immatériel et intellectuel et à la remise en cause des formes de la division du travail et du progrès technique issues de la première révolution industrielle.

La genèse du capitalisme cognitif est en grande partie une réponse aux conflits qui, durant les années 1970, ont déterminé la crise sociale du modèle fordiste en ébauchant, dans le même mouvement, les contours d'un modèle de développement alternatif et fondé sur deux axes principaux :

- la socialisation des savoirs comme vecteur d'un dépassement de l'organisation dite scientifique du travail et de formes alternatives de travail ;
- l'expansion des services collectifs du Welfare (santé, éducation, etc) comme secteur moteur d'un mode de développement (non productiviste), et fondée sur la connaissance et la primauté du non marchand.

Ces deux axes anticipent sur bien des aspects, les traits de ce mode de développement anthropogénétique, centré sur le savoir et la production de l'homme par l'homme, qui selon R. Boyer, dans son dernier ouvrage, pourrait être le nouvel horizon ouvert par l'effondrement des mythes de la nouvelle économie et la crise du régime de croissance financiarisé.

Les travaux de Fontvieille montrent bien cette rupture à l'aide d'une analyse statistique fouillée : à partir de la fin des années 1960, sous la poussée des conflits pour la réappropriation et la socialisation des savoirs et l'émancipation du rapport salarial, le développement de l'éducation devient en partie une variable autonome par rapport aux cycles de l'accumulation du capital ;

En somme, le capitalisme cognitif n'a pas été le simple résultat d'une tendance de longue période à l'accumulation de connaissance qui aurait conduit à partir d'un certain seuil à une sorte de passage du quantitatif au qualitatif engendrant une économie fondée sur la connaissance. Il a aussi été, et peut-être même principalement, le résultat d'une dialectique complexe conflits/restructuration. Dans une large mesure, il est le produit d'une offensive du capital contre les mouvements sociaux qui, durant les années soixante-dix, ont déterminé l'essor d'une intellectualité diffuse et la crise du capitalisme industriel en posant les jalons d'un mode de développement alternatif.

3 - La tension centrale du capitalisme cognitif

L'une des caractéristiques essentielles du capitalisme cognitif et dans laquelle nous voyons l'une des pierres de touche possibles du dépassement du capitalisme industriel, est que la production des ressources déborde le cadre de l'entreprise : la formation des compétences, les subjectivités mobilisables et, plus généralement, ce que d'autres appellent le capital humain n'ont pas leur origine exclusive dans l'entreprise. Alors que pour Schumpeter ou Perroux, par exemple, "le système capitaliste [est] concrétisé dans l'institution de l'entreprise privée" (J. Schumpeter, 1942-1950, p. 110), dans le capitalisme cognitif le hors-travail et le hors-entreprise tendent à prendre une importance particulière. Non seulement parce que la consommation et ce qui se trouve en amont, la subjectivité, constituent des enjeux centraux. Mais aussi à cause de l'unité technique et cognitive du social, qui englobe et la sphère de la production en entreprise et celle de la consommation ou des relations privées. La culture technique (en un sens large) constitue une indivisibilité (cf. ci-dessous).

Dans le capitalisme cognitif, la source de la richesse des nations se trouve en fait de plus en plus en amont de la sphère du "travail salarié et de l'univers marchand", c'est-à-dire dans la société, et notamment dans le système de formation et de recherche. L'une des tensions ou l'une des sources de complexité du capitalisme cognitif vient de cette différenciation entre, d'un côté, un système institutionnel et organisé de recherche, de formation et de valorisation de la connaissance et des savoirs et, de l'autre, le caractère diffus, vivant, adaptatif et transversal des dispositions cognitives individuelles.

Par ailleurs, la continuité technologique et culturelle que nous évoquions plus haut brouille les frontières. On assiste à un effritement des frontières entre travail et non travail, lié à la montée du contenu intellectuel du travail et à la socialisation grandissante des mécanismes de l'innovation et de la production de connaissances. Ce type de transformation remet en cause la validité des frontières traditionnelles par lesquelles la théorie économique conventionnelle, séparent l'univers productif de la sphère marchande de l'univers improductif de la sphère non marchande. Il en va de même pour les catégories habituellement utilisées pour caractériser le statut (actif ou inactif, productif ou improductif) de la force de travail.

Un aspect du type de tension que nous évoquons peut être analysé dans le cadre de l'économie de l'innovation. L'économie néoclassique et libérale pose en effet comme principe que sans incitation, c'est-à-dire sans capacité de capter la rente associée (brevets), personne ne va investir en recherche. Cependant on sait, et cela est énoncé par Arrow lui-même dans son article de 1962, qu'une gestion gouvernementale de la recherche est, du point de vue du bien être collectif, préférable à une gestion privée (qu'il s'agisse d'un monopole ou de la concurrence).

L'approche proposée se complexifie dès lors que l'on introduit les externalités. Le rendement social est en effet supérieur au rendement privé (W. Norhaus). Mais pour peu que l'on admette l'existence d'autres incitations que pécuniaires, le raisonnement ne tient plus. Ainsi, plusieurs analyses du logiciel libre (p.e. Lerner et Tirole, 2000) expliquent son développement par des logiques essentiellement non marchandes.

Posons le problème en partant du côté opposé, c'est-à-dire en partant du principe que les organismes d'enseignement, de recherche et de formation professionnelle sont, de façon essentielle, des émetteurs externalités. Les connaissances que ces organismes produisent ou font émerger ont un caractère d'indivisibilité, et les services qu'ils fournissent constituent des biens de caractère collectif. C. Jessua a parfaitement montré que l'internalisation de ces externalités implique la mise en place de coopérations entre les membres du groupe à l'origine de ces externalités. Plus généralement, il souligne "le caractère inadéquat des procédures de type individualiste lorsque sont en jeu des économies sociales d'échelle" (1968, p. 233)¹². Dans le cas des connaissances produites par un système d'enseignement et de recherche, le groupe au niveau duquel doit s'effectuer l'internalisation est national.

L'enjeu central du capitalisme cognitif est celui des modes de régulation de l'innovation et de la créativité, c'est-à-dire : du montant et de la nature des ressources mobilisées, des orientations des investissements en innovation (problèmes éthiques, écologiques ...) et de la répartition des droits de propriété. Dans un système où le profit est particulièrement incertain, où il est "virtuel" et futur (à un horizon pas toujours rapproché) et dans lequel, par conséquent, les questions d'information et relatives aux arguments de valorisation sont stratégiques, la répartition des profits actuels n'est pas plus stratégique que celle de la répartition des droits de propriété. Non seulement les droits patrimoniaux de type financier, mais évidemment les droits de propriété intellectuelle aussi. Bien évidemment les contraintes d'origine institutionnelle ou politique pèsent sur la valorisation de ces droits et sur l'orientation de l'investissement. Dans le capitalisme cognitif, beaucoup plus que dans le

¹² C. Jessua cite à ce propos un article de P. Massé dans lequel on peut lire : "L'appréciation de l'entreprise est, par la force des choses, un jugement marginal.. On peut dire, par exemple, d'une manière schématique et abrégée, que la dispersion est à la charge de l'entreprise et la concentration partiellement à la charge de la collectivité.. Au terme du processus, une série de décisions marginalement correctes peut conduire à une situation globale déféctueuse, voire critique" (article reproduit dans Le plan ou l'anti-hasard). Ce texte concerne l'aménagement du territoire. On peut facilement le transposer au domaine de la connaissance.

capitalisme industriel, et pour des raisons différentes, l'investissement et l'innovation ont une forte dimension sociale. Ce qui n'est pas sans effet sur les formes de la concurrence.

Qu'est-ce qu'un bien immatériel ?

Alors qu'un bien matériel vaut essentiellement par sa consistance et sa fonction matérielle ou physique (énergie), nous qualifions de bien immatériel ou “ culturel ” un bien dont la valeur et l'usage sont sans rapport direct essentiel avec sa nature et sa forme matérielle. On peut définir les notions d'activité ou de travail matériel de façon analogue. Un travail “ culturel ” ou mental (ou intellectuel) est un travail dont la valeur ne peut être mise en rapport avec le temps passé, la fatigue ou l'énergie physique dépensée pour l'accomplir. Dans la mesure, cependant, où un bien immatériel a une forme physique (un disque CD par exemple), on doit insister sur la distinction entre le support (forme physique, matérialité du bien) et le contenu c'est-à-dire l'utilité ou l'effet attendu du bien.

De même que tout bien immatériel implique le plus souvent une forme physique, nous ne contestons pas l'idée que tout objet matériel est, dans une certaine mesure, culturel puisque, pour l'utiliser, il faut disposer de son mode d'emploi, c'est-à-dire une certaine connaissance ou une expérience. La forme physique n'est jamais neutre. Tout objet est culturel aussi dans la mesure où il traduit ou exprime un certain niveau de développement, et où son existence manifeste un certain niveau de développement et d'organisation de la société où il existe.

On peut aller un peu plus loin en distinguant le contenu informationnel ou cognitif d'un bien de son contenu symbolique. Le contenu informationnel ou cognitif procède de l'ensemble des connaissances déterminant la conception, la fabrication ou l'usage d'un bien ¹. Le contenu symbolique procède des activités immatérielles qui tendent à fixer les normes culturelles et artistiques, les formes, les modes, les goûts ou à les satisfaire. Concrètement ce contenu est en partie déterminé dans l'entreprise non par les départements de conception ou d'engineering, mais par les départements de Marketing.

La dynamique à l'œuvre dans le capitalisme cognitif n'est pas sans impliquer d'autres transformations issues notamment du fait que dans un régime d'innovation permanente ou soutenue, c'est la connaissance qui est accumulée. Or il s'agit d'un bien immatériel dont la production et la diffusion obéissent à des lois spécifiques qui rejaillissent sur la façon même de concevoir la division du travail.

4 - Capitalisme cognitif et nouvelle division du travail

Un système d'accumulation se caractérise par deux traits : par l'objet d'accumulation d'une part (ici : la connaissance et la créativité) ; par la nature de la division du travail d'autre part. Notre thèse est que le caractère central de la connaissance comme objet d'accumulation et de l'innovation tend à faire émerger une nouvelle division du travail. Nous y voyons l'une des manifestations critiques du dépassement du capitalisme industriel.

Le capitalisme industriel se caractérise par quatre traits principaux :

1) La généralisation lente mais progressive du salariat industriel et sa concentration dans des manufactures ou des industries. Le modèle du *putting-out system* est remplacé par le système de la grande entreprise manchestérienne qui devient dominant à partir de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.

2) La division du travail est caractérisée par un processus de polarisation du savoir. Celle-ci s'exprime par la parcellisation-déqualification du travail d'exécution d'une part, et la surqualification d'une composante minoritaire de la force de travail affectée aux tâches de conception¹³ d'autre part. La scission du travail intellectuel et du travail manuel va ainsi de pair avec une tendance lourde à l'incorporation du savoir dans le capital fixe et l'organisation des firmes. Dans ce cadre, la soumission (ou subsumption du travail) au capital devient réelle, puisqu'elle s'impose à partir de l'intérieur du procès de production. La contrainte au travail salarié n'est plus seulement monétaire, mais elle est aussi technologique, endogénéisée par le progrès technique.

3) Sur la base de cette logique de la division du travail, le critère principal de l'efficacité économique devient la recherche d'économies homogènes de temps. Ce critère, qui sera aussi le fondement de la valeur-temps de travail, va avoir deux conséquences essentielles. D'une part, il se concrétise dans une organisation du travail en termes de travail prescrit et de temps alloué. D'autre part, il est à l'origine de la construction sociale d'un véritable clivage du temps, un clivage qui oppose le temps de travail direct salarié, considéré comme le seul temps productif, et les autres temps sociaux consacrés à la reproduction de la force de travail. Cette opposition temps de travail/temps libre rejette dans l'ombre le temps de travail non salarié.

4) Le rôle moteur de l'accumulation du capital matériel et de la grande usine spécialisée (manchestérienne, puis fordiste) dans la production de masse de biens standardisés.

Durant la phase du capitalisme industriel de type Fordiste et Taylorien, la division du travail Smithienne, fondée sur un principe de spécialisation, l'échange de biens standardisés et sur l'étendue du marché, joue donc à plein. La gestion de la sphère de la connaissance, qu'il s'agisse de la connaissance développée par les bureaux d'études et de méthodes ou la connaissance produite et gérée dans les laboratoires s'inscrit dans cette logique. Or les transformations induites par un régime d'innovation permanente fondé sur l'accumulation de la connaissance remettent en cause la logique smithienne d'une double façon.

D'un côté l'investissement en connaissances se réalise dans le cadre de réseaux et d'alliances dont l'organisation n'est pas de nature marchande. Ces organisations hybrides sont aussi des lieux de partage de connaissances. Selon des études récentes (Prencipe, 2001 ; Brusoni, Prencipe et Pavitt, 2001), si le marché peut être considéré comme la forme cardinale de gouvernance des activités de production des entreprises, des formes explicites de coordination et organisations réticulaires sont nécessaires à la gouvernance des processus d'apprentissage et d'accumulation de connaissances. Les mêmes études pointent également la différence entre ce que les firmes font et ce qu'elles savent : " Les firmes investissent dans l'élargissement de leurs bases de connaissances tout en réduisant leurs bases de production " ¹⁴ (Stefano Brusoni, Andrea Prencipe et Keith Pavitt, 2001). On peut retenir que la spécialisation inter-firmes de la production s'accroît alors que la spécialisation de la connaissance ne s'accroît pas, s'accroît moins voire décroît.

Si l'on peut faire l'hypothèse qu'il existe un marché de la technologie et que la plupart des connaissances sont désormais accessibles via un marché, on se retrouverait dans le cadre smithien traditionnel. Cette hypothèse est soutenue par Arora et Gambardella par exemple,

¹³ Jacques Freyssinet, *La Division capitaliste du travail*, Savelli, Paris, 1977.

¹⁴ Stefano Brusoni, Andrea Prencipe et Keith Pavitt, 2001, Knowledge Specialization, Organizational Coupling and the Boundaries of the Firm : Why do Firms Know More Than They Make ? , *Administrative Science Quarterly*, vol. 46.

qui observent que "l'information pertinente pour l'innovation, quelle que soit sa source, peut maintenant être traitée dans des cadres et des catégories qui sont plus universelles". Mais, de là à en tirer la conclusion que les mécanismes de marché sont parfaitement opérationnels pour faciliter les échanges d'informations et de tous les éléments scientifiques et techniques jouant un rôle dans l'innovation, et que les formes traditionnelles de la division du travail peuvent se déployer il y a un grand pas. C'est en effet faire peu de cas des conditions dans lesquelles se réalise l'absorption des connaissances nouvelles. Ni davantage des connaissances nécessaires à l'acquisition de connaissances. Sauf à faire l'hypothèse d'une codification quasi complète des connaissances et d'une certaine standardisation de celles-ci. Mais une telle hypothèse nous paraît excessive compte tenu de l'existence d'une part irréductible de connaissances tacites ¹⁵.

Si on laisse de côté le fait que la production de connaissances serait essentiellement appelée à se réaliser dans le cadre de réseaux et d'alliances, il n'en demeure d'ailleurs pas moins qu'au niveau d'une entreprise ou d'un service, on est amené à revenir sur le schéma taylorien de base, et à envisager les conséquences d'une implication de l'employé dans des activités cognitives. Si l'on retient le principe (anti-taylorien) que tout travail associe la production et l'innovation, la reproduction (ou la répétition) et la création, l'exploration et l'exploitation, alors les articulations qui en résultent créent les conditions pour une nouvelle division du travail.

5 - La nouvelle relation salariale

A partir d'une conception extensive et enrichie de la tâche ou de la fonction, on est amené à concevoir le travail comme un complexe d'activités productrices, créatrices ou formatrices. Il faut souligner que dans la perspective d'une ré-introduction d'un travail immatériel et créatif, ce ne sont pas seulement les connaissances au sens étroit du terme qui sont en jeu. Ce sont aussi les capacités relationnelles et comportementales qui sont exploitées et valorisées par l'entreprise. C'est la subjectivité du travailleur qui est mobilisée. Ce que Y. Moulier-Boutang baptise "exploitation au second degré". La conséquence, soulignée par lui, est que "Le travailleur ne se présente plus alors comme possesseur de sa seule force de travail hétéro-produite, mais comme s'étant produit et continuant à se produire lui-même". (Azais et alii.).

On observera que cette auto-production n'est pas à concevoir comme un processus individuel et isolé en quelque sorte, chacun réalisant une production de soi "dans son coin". D'un côté, la subjectivité et le développement des capacités ont un caractère social parce qu'elles sont influencées par l'environnement social immédiat et le système éducatif. De l'autre la nature générique des technologies et la continuité du monde des médias et de la communication qui englobe, même si des différenciations existent, la sphère de la consommation privée et celle de la production et du travail, créent des phénomènes externalisation ou d'indivisibilités. Au delà du caractère générique des nouvelles technologies et de l'extension de la sphère professionnelle qui mord sur la vie privée, on observe une certaine normalisation des comportements qui contribue au mélange des sphères privées et publiques. (question du sujet)

Dans ce contexte, la mobilité du travailleur n'est pas seulement subie. Elle devient aussi une norme d'évolution professionnelle. L'auto-emploi et le cumul d'emplois se développent. Les formes d'emploi se multiplient. La conjugaison d'une précarité accrue et du contrôle que le travailleur peut à nouveau exercer sur sa propre activité sous réserve d'une intégration dans la

¹⁵ Il suffit d'ailleurs de se référer à M. Polanyi pour constater que celui-ci n'a jamais envisagé l'existence d'une connaissance totalement codifiée.

politique globale de l'entreprise accentue le caractère économique de la dépendance du travailleur. La dépendance économique prend le pas sur la subordination hiérarchique dans l'entreprise. Elle devient a fortiori dominante lorsqu'il s'agit de travailleurs indépendants. La relation salariale évolue, se complexifie et se transforme. Elle peut aller jusqu'à englober les relations monétaires qui s'établissent entre les prestataires de services individuels dont la dépendance n'est pas moindre que celle des travailleurs réguliers de l'entreprise.

A l'ancienne sécurité de l'emploi pourrait se substituer une sécurité de statut assurant la continuité de la rémunération et des droits sociaux. L'une des tensions au travers desquelles se manifeste l'émergence d'un nouveau mode de régulation se manifeste à ce niveau. Les nouvelles formes institutionnelles susceptibles de soutenir le nouveau régime d'accumulation centré sur les connaissances et la subjectivité sont en débat. Les propositions issues de la théorie des marchés transitionnels offrent l'une des directions possibles dans lesquelles la relation salariale peut être reconfigurée (B. Gazier). Cette orientation souligne la nécessaire conciliation du renforcement de l'autonomie individuelle et de la solidarité des travailleurs. Les droits sociaux et monétaires sur lesquels peut déboucher une nouvelle convention salariale de ce type sont originaux en ce qu'ils ont un caractère nécessairement collectif.

En conclusion, nous souhaitons souligner la nature et la portée de notre ambition. Certes, d'un côté, l'existence du capitalisme cognitif ne se démontre pas. Ce qui, aux yeux de certains peut en amoindrir la portée car il s'agirait d'une proposition non falsifiable, par conséquent non scientifique. Mais nous n'avons pas ici la prétention de formuler la théorie d'une nouvelle forme de capitalisme dont les traits seraient suffisamment identifiés et mesurés pour pouvoir donner lieu à des travaux statistiques. Notre approche doit plutôt être identifiée comme une phase exploratoire qui s'intègre dans un mouvement de théorisation esquissée.

Nous serions dans ce que de Bruyne appelle le pôle morphologique de la théorisation, c'est-à-dire dans cette phase ou cours de laquelle la cohérence et l'unité d'une théorie se construisent. Mais nous n'avons pas abordé la dernière phase de la réflexion théorique telle que la conçoit de Bruyne, autrement dit la formulation d'hypothèses (énoncés conjecturaux susceptibles d'être démentis par les faits)

Dans l'état où elle se présente encore, notre construction a un caractère heuristique. Elle permet d'ordonner, de donner un sens à certaines évolutions. Elle contribue à pointer certains phénomènes et à suggérer certaines connexions.

Au delà de la conviction ou de la croyance, c'est lorsque la productivité de ces travaux auront été avérés, par la concordance des faits enregistrés, par la cohérence manifeste ou démontrée des phénomènes caractéristiques soulignés, que l'on pourra soutenir et argumenter plus fortement la thèse du capitalisme cognitif.